

# Emplois **SUPPRIMÉS**, Salaires **BLOQUÉS**, Personnels **MÉPRISÉS...**



Tous les ans, et ce depuis plusieurs années, des milliers d'emplois sont supprimés dans le secteur de la Santé et de la Protection Sociale : 20 000 par an depuis 2007 dans le secteur de la Santé et 16 000 de 2007 à 2013 dans la Sécurité Sociale.

  
**+ d'argent pour la SÉCU!**  


## Un budget pour répondre aux besoins

Les besoins de protection sociale augmentent dans tous les domaines, famille, santé, maladie, accidents du travail, maladies professionnelles, retraites, perte d'autonomie et action sociale.



La Loi Rectificative du Financement de la Sécurité Sociale 2014 et le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2015 n'arrangeront rien, puisqu'ils ne sont que le reflet du pacte d'austérité !

**➡ Nos emplois créent de la richesse, ils ne constituent pas un « coût » à réduire : alors que les dépenses de santé représentent 11,2% du PIB, ils génèrent 13% de la richesse nationale créée chaque année.**

## ➡ Ce n'est pas une fatalité, l'argent existe !

L'addition des différentes taxes prélevées par l'état (taxes sur salaires, TVA...), les frais financiers exorbitants prélevés par les banques dans le cadre des emprunts toxiques (jusqu'à 17% de taux d'intérêt !!!), les dividendes versés dans le secteur privé lucratif et les profits vertigineux de l'industrie pharmaceutique sont équivalents au déficit annoncé de l'Assurance Maladie.

## ➡ Faire toujours plus avec toujours moins...

Sous couvert de Conventions de Gestion ou de modes d'organisation imposés par le gouvernement, les restrictions sont devenues la norme. Ces conventions ne sont en réalité que des plans sociaux déguisés qui programment la destruction des emplois dans des secteurs où pourtant, les besoins sont criants.

L'informatisation, loin d'améliorer nos conditions de travail, détruit nos emplois et finance, avec de l'argent public, des officines très coûteuses et peu performantes. **Pour exemple : le seul dossier médical partagé a coûté près de 800 millions d'euros pour un résultat inexistant.**

**➡ Il faut revenir de toute urgence à une logique d'intérêt général et d'intérêt public en répondant aux besoins de Sécurité Sociale de la population et non à ceux de la finance !**



**Pour que l'hémorragie s'arrête,  
TOUS ENSEMBLE en grève et manifestation  
AU MOIS D'OCTOBRE 2014  
à l'occasion du débat sur le PLFSS!**